

# « La croissance ne peut plus être la solution à tout »

**Pour Olivier De Schutter, ex-rapporteur de l'ONU pour le droit à l'alimentation et invité aux Fêtes des Solidarités ce week-end, il faut réconcilier commerce, social et environnement.**

## Olivier De Schutter

Olivier De Schutter est juriste et professeur de droit international à l'UCL. Il a assumé, entre 2008 et 2014, le mandat de rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation auprès du Conseil des droits de l'homme à l'Organisation des Nations unies. Il est, depuis 2015, membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU.

C'est devenu un des événements de la fin de l'été. Ce week-end, la Fête des Solidarités battra son plein à la Citadelle de Namur : une vingtaine de concerts entre la scène de l'Esplanade et celle du Théâtre de Verdure. Mais « les Solidarités », c'est aussi un moment de réflexion et d'analyse autour de diverses problématiques qui façonnent la société d'aujourd'hui. Ainsi, la journée de samedi sera consacrée à l'environnement.

Pour faire face à la crise économique, environnementale, alimentaire et sociopolitique que nous traversons, ne devrait-on pas changer de modèle de fonctionnement ? La question sera abordée samedi, lors d'une table ronde à laquelle participera Olivier De Schutter, ancien rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation auprès du Conseil des droits de l'homme à l'Organisation des Nations unies. Nous l'avons interrogé.

### Notre système est-il arrivé au bout de sa logique ?

Tous nos problèmes ont été jusqu'à présent résolus à travers un pari sur la croissance, que ce soit pour résorber les conséquences de la crise en termes de destructions d'emplois, ou que ce soit pour l'amélioration des conditions de consommation matérielle. Mais on se rend compte aujourd'hui que cette croissance ne peut plus être la solution à tout. Tout le défi est donc de penser un autre modèle de développement. C'est assez difficile de concevoir autre chose, mais cela passe en tout cas, à mes yeux, par trois pistes. La première, c'est de donner à la société un cap différent que

celui qui est déterminant aujourd'hui, à savoir la croissance du PIB par habitant – c'est tout le débat sur les indicateurs alternatifs, de bien-être, etc. La deuxième piste, c'est de faire de la réduction des inégalités une priorité. L'inégalité est problématique parce qu'elle oblige à beaucoup plus de croissance pour réduire la pauvreté et permettre aux ménages les plus pauvres de participer à la prospérité générale. Lutter contre les inégalités est une manière de concilier deux objectifs fondamentaux : la réduction de l'empreinte écologique et la réduction de la pauvreté. Troisième piste : développer un autre type de société, qui repose moins sur le travail. Aujourd'hui, les gens se

définissent par le travail. C'est l'essentiel de leur vie active, c'est ce par quoi le statut social se définit. Je pense que cette société centrée sur le travail n'est plus de mise. Que l'on se donne dans nos existences individuelles, et comme objectif sociétal, un but différent que celui de s'épanouir par le travail me paraît indispensable.

### On n'en prend guère le chemin. Pourquoi ?

Il y a, d'une certaine manière, un manque d'imagination et aussi un manque de capacité du politique à faire changer la société de cap. Mais il

y a aussi des facteurs qui sont objectifs et très difficiles à changer. J'en mentionnerais deux principalement. Le premier, c'est que la dette souveraine, la dette publique, est d'autant moins soutenable qu'on n'a pas de croissance. Elle coûte plus cher à rembourser, si vous voulez. Tant que la dette continuera de peser sur nous – et Dieu sait si elle est importante dans

beaucoup de pays de l'OCDE, et encore plus depuis qu'on a renfloué le secteur

financier suite à la crise de 2008 ! –, il sera très difficile de changer de cap, pour des raisons macroéconomiques évidentes.

L'autre raison, c'est la mondialisation. Demander à nos acteurs économiques de changer de modèle, d'aller vers une production plus durable, d'être plus attentifs à ne pas épuiser les ressources, etc., c'est très difficile tant qu'ils seront en concurrence avec des acteurs économiques et des entreprises du bout du monde qui sont soumis à des normes beaucoup moins exigeantes du point de vue social et environnemental.

Le poids de la dette et de la mondialisation fait donc qu'il est très difficile de faire changer de cap. C'est la raison pour laquelle les objectifs de développement durable dont se sont dotées les Nations unies sont extrêmement importants, parce qu'ils mettent l'accent sur d'autres objectifs que la croissance. On est évidemment loin des discours à la réalité, mais c'est tout de même l'objectif et l'espoir que l'on peut formuler.

### Entre business d'une part et social et environnement d'autre part c'est un peu l'huile et l'eau...

Il est vrai que, jusqu'à présent, on n'a pas fait cette intégration. On a voulu développer le commerce, en se disant que c'est un outil de croissance et que le reste peut venir après, comme politiques d'accompagnement. En fait, il faut lier les deux. Et contrairement à ce qu'on pense souvent, il est parfaitement compatible avec les disciplines de l'OMC

(NDLR : Organisation mondiale du commerce) de subordonner l'accès de nos marchés dans l'Union européenne au respect de normes sociales et environnementales. Si l'on fait cela, cela va favoriser, parmi les pays en développement, ceux qui miseront sur des technologies plus propres et sur le respect des droits des travailleurs. Il y a le potentiel d'une mondialisation beaucoup plus équilibrée. Même si pour l'instant, nous en sommes loin, je crois qu'au sein des Nations unies en tout cas, il existe un consensus autour de la nécessité de faire une telle liaison entre commerce et objectifs sociaux et environnementaux.

**Mais l'OMC n'est pas l'ONU !**

*Historiquement lors des négociations qui ont eu lieu entre 1986 et 1994 et qui ont débouché sur les accords de Marrakech créant l'OMC, on a délibérément voulu créer l'Organisation mondiale du commerce à l'extérieur de la structure des Nations unies. Aujourd'hui, on se rend compte que c'était une erreur et que cela dispense le commerce de de-*

*voir rendre des comptes au regard d'autres objectifs que la communauté internationale s'est donnée. De plus en plus de gouvernements ont conscience qu'il faut maintenant aller vers autre chose. Le problème, c'est que les gouvernements héritent de cette fragmentation de la gouvernance mondiale, de cette absence de cohérence entre les objectifs que poursuivent différentes agences de l'ONU et l'OMC. Je l'ai vécu*

*de très près lorsque j'étais rapporteur spécial aux Nations unies pour le droit à l'alimentation : chaque fois que dans d'autres cercles que l'OMC on discutait de commerce, il y avait un représentant de l'OMC pour dire qu'il s'agissait d'un « domaine réservé »... Aujourd'hui, on se rend compte que c'est un problème. C'est déjà ça. ■*

**Propos recueillis par  
WILLIAM BOURTON**